

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 31/08/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **ARDEA**

48 route Nationale  
B.P. 6  
25220 Roche-lez-Beaupré

Références : UID257090/SPR/ WG 2023 - 0831D  
Code AIOT : 0005900564

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/05/2023 dans l'établissement ARDEA implanté 48 route Nationale B.P. 6 25220 Roche-lez-Beaupré. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARDEA
- 48 route Nationale B.P. 6 25220 Roche-lez-Beaupré
- Code AIOT : 0005900564
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société est spécialisée dans le conditionnement de produits destinés aux industriels mais surtout aux particuliers pour des usages du quotidien dont le bricolage.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risques chimiques
- Prévention de la pollution des eaux souterraines
- Réduction des prélèvements d'eau

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Suivi inspection du 19/08/2023 - Réduction des prélèvements d'eau	AP Complémentaire du 21/10/2022, article 1	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suivi inspection du 02/04/2021 - Étiquetage des récipients mobiles	Arrêté Préfectoral du 11/03/1999, article 36.4	/	Sans objet
2	Suivi inspection du 15/06/2022 - Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 11/09/2009, article 8	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 10/05/2023 a permis de vérifier la bonne exécution des mesures de mise en conformité faisant suite aux constats des inspections des 02/04/2021 et 15/06/2022.

Il appartient à l'exploitant de mettre en œuvre le plan d'économie d'eau et de tenir informé l'Inspection des avancées des actions programmées.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 :** Suivi inspection du 02/04/2021 - Étiquetage des récipients mobiles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/03/1999, article 36.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Connaissances des produits - Etiquetage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> ... Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger, conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
<b>Constats :</b> L'étiquetage permet de connaître la nature du produit stocké dans les GRV réutilisés ceci en cohérence avec les éléments donnés dans la réponse du 23/02/2023 de l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Suivi inspection du 15/06/2022 - Surveillance des eaux souterraines**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2009, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Piézomètres
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> ... Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité. ...
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection du 15/06/2022, tous les piézomètres ne disposaient pas d'un dispositif de fermeture.  Les constatations de l'Inspection sont en cohérence avec les travaux de mise en conformité annoncés par l'exploitant dans sa réponse du 26/09/2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Suivi inspection du 19/08/2023 - Réduction des prélèvements d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/10/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> L'exploitant doit mettre en place les réflexions et études nécessaires à l'établissement d'un diagnostic détaillé des consommations d'eau nécessaires aux processus industriels et pour les autres usages (domestiques, arrosages, lavages...). Ce diagnostic doit permettre la mise en place d'actions spécifiques de réduction des prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution. Ces actions de réduction seront pérennes ou appliquées en cas de crise hydrologique dont le niveau de gravité est défini selon les seuils de surveillance : vigilance, alerte, alerte renforcée et crise. Le diagnostic doit permettre de déterminer : <ul style="list-style-type: none"> <li>• les caractéristiques des moyens d'approvisionnements en eau notamment type d'alimentation (captage en nappe, en rivière ou en canal de dérivation, raccordement à un réseau, provenance et interconnexion de ce réseau), localisation géographique des captages, nom de la nappe captée, débits minimum et maximum des dispositifs de pompage ;</li> <li>• les quantités d'eau indispensables aux processus industriels ;</li> <li>• les quantités d'eau nécessaires aux processus industriels mais dont l'approvisionnement peut être momentanément suspendu, ainsi que la durée maximale de cette suspension ;</li> <li>• les quantités d'eau utilisées pour d'autres usages que ceux des processus industriels et, parmi elles, celles qui peuvent être suspendues en cas de déficits hydriques ;</li> <li>• les pertes dans les divers circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise ;</li> </ul>

- la possibilité d'avoir recours à l'utilisation de l'eau de pluie selon les usages de manière à réduire les prélèvements dans la ressource ou le réseau de distribution ;
- toutes dispositions supplémentaires temporaires applicables en cas de sécheresse, graduées, si nécessaire, en fonction de l'accentuation du phénomène climatique ;
- en cas de rejets directs dans le milieu naturel, toutes limitations possibles des rejets aqueux en cas de situation hydrologique critique, graduées, si nécessaire, notamment des baisses de débit du milieu récepteur ;
- en cas de rejets directs dans le milieu naturel, les rejets minimaux qu'il est nécessaire de maintenir pour le fonctionnement de l'installation ainsi que le débit minimal du cours d'eau récepteur pouvant accepter ces rejets limités, dans le respect des exigences de qualité applicables à ce cours d'eau.

L'analyse effectuée doit permettre la mise en place :

- des actions d'économie d'eau, notamment par suppression des pertes dans les circuits de prélèvements ou de distribution de l'entreprise, par recyclage de l'eau, par utilisation de l'eau de pluie, par modification de certains modes opératoires, ou encore par réduction des activités ;
- des limitations voire des suppressions de rejets aqueux dans le milieu, notamment par écrêtement des débits de rejets, rétention temporaire des effluents ou lagunage avant traitement par une société spécialisée ;
- doivent être distinguées les actions pérennes qui permettent de limiter les consommations d'eau et les rejets aqueux dans le milieu, des actions à mettre en place en cas de crise hydrologique ;
- ces actions de gestion des prélèvements et des effluents sont proposées avec un échéancier et une évaluation technico-économique ;

Ce diagnostic est réalisé avant le 31 janvier 2023, et transmis à l'Inspection des installations classées.

**Constats :** Le diagnostic a été remis par courriel en date du 16/03/2023. Il s'agit d'une étude menée en interne et datée du 13/03/2023.

Il ressort de cette étude que l'usage de l'eau pluviale n'est pas possible à ce stade des réflexions en raison de contraintes d'exploitation.

A la page 10/14 du document, il est présenté un tableau de synthèse des actions avec des échéances.

Il a été passé en revue les 10 actions.

Au moment de l'inspection :

- pour la création d'un système de rinçage avec buse pour rincer les containers, le système est opérationnel. Une amélioration possible sera la mise en place d'une temporisation.
- le remplacement du compteur d'eau général pour le prélèvement dans la nappe par un compteur communicant a été réalisé selon les informations données par l'exploitant.
- pour la mise en place de 5 sous-compteurs pour avoir une meilleure connaissance des volumes utilisés, la commande sera passée en juin.

Demande de compléments :

Il appartient à l'exploitant de tenir informé l'Inspection des avancées des mesures exposées dans l'étude datée du 13/03/2023

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet